

Bilan et perspectives, 5 ans après l'Apéro saucisson pinard

écrit par Pierre Cassen et Christine Tasin | 18 juin 2015



Il y a 5 ans, jour pour jour, le 18 juin 2010, nous fêtions les 70 ans de l'appel du Général de Gaulle en donnant le coup d'envoi de la première manifestation de **Résistance à l'islamisation de la France**.

Ce jour-là, *Riposte laïque*, le *Bloc Identitaire* et *Résistance républicaine* avaient appelé à un gigantesque apéro saucisson pinard dans le quartier de la Goutte d'or pour, à la fois protester contre les prières de rue qui bloquaient tout le quartier tous les vendredis et pour célébrer, en signe de Résistance, nos traditions, le vin (des vignes poussaient à la Goutte d'Or) et le saucisson. L'apéro saucisson pinard était né.

Les semaines qui précédèrent ce fut l'affolement des politiques et des medias, indignés de cette « provocation », et nous courûmes plateaux de télé et radios, répondant à force interviews journalistiques.

Naturellement nous fûmes traités de tous les noms, « fachos »,

« extrême droite » (ce qui nous faisait bien rire, nous qui venions de la gauche !).

Naturellement encore l'apéro fut interdit eu égard au risque de « trouble à l'ordre public » dans le quartier islamisé de la goutte d'or, un soir de match d'Algérie...

Mais nous déposâmes, pour la même date, une déclaration de rassemblement devant la plaque du 11 novembre 1940, où, malgré l'interdiction, des jeunes Résistants, sous le régime de Pétain, étaient venus dire non à l'occupant.

Et nous nous rassemblâmes, à plus d'un millier. C'était sous Sarkozy, islamolâtre s'il en fut mais nous eûmes l'autorisation de nous rassembler et de déguster saucisson et pinard devant l'ambassade du Qatar... Cela paraît surréaliste sous l'ère Hollande-Cazeneuve !

Ils ne veulent même pas nous voir place de la Bourse, alors sur les Champs-Élysées... symbole du pouvoir sans partage qui les rend fous... Alors devant la grille de leurs amis du Qatar, inutile d'y songer dorénavant. Et pourtant, la plaque appartient à tous les Résistants, et non au Qatar ou à Hollande !

D'autres éléments ci-dessus montrent également le chemin parcouru en 5 ans.

Le 18 juin 2010, nous nous sommes levés publiquement contre une occupation illégale de l'espace public et nous avons gagné : Marine Le Pen a repris la thématique et, en 2011, le gouvernement a enfin interdit les prières dans les rues... CQFD

Nous avons dénoncé ce qui, après l'offensive du voile à l'école, était, clairement, un processus pour imposer l'islam en France et sa visibilité. Ils ont reculé mais ont continué sur de nombreux autres plans : port du nikab et multiplication des voiles, Kamis et barbes dans l'espace public. Des amis vivant à l'étranger disent ne plus reconnaître la France après

une absence de seulement 2 ou 3 ans. Cette omni-présence s'accompagne de revendications communautaristes dans les cantines, une lutte permanente pour faire interdire la critique de l'islam et donc l'application de la charia, sans parler des émeutes au moindre contrôle de femme voilée ou d'arrestation de petit voyou.

Enfin, le 7 janvier 2015, au lieu de donner un coup d'arrêt, a été le prétexte pour nos gouvernants pour donner aux musulmans tout ce qu'ils réclament, souvent en contravention totale avec la loi de 1905.

Bref, 5 ans après l'Apéro saucisson pinard, la situation est devenue beaucoup plus inquiétante pour la France. On nous empêche pourtant de la dénoncer, par tous les moyens. Cela passe par les medias qui depuis 3 ans ont décidé de nous évincer des plateaux télé, journaux et radios officiels afin de ne pas nous faire de la publicité. Cela passe par les attaques judiciaires incessantes contre nous pour essayer de nous faire taire par la menace de la prison et en épuisant nos finances. Cela passe par les interdictions de manifestations, sans parler des menaces contre les Résistants.

Mais aussi, depuis cinq ans, il y a eu Merah-Nemmouche, les actes de « déséquilibrés akbar », les assassinats de Charlie, et nous avons accueilli des centaines de milliers de nouveaux musulmans, dont les plus radicaux reviennent de Syrie pour appliquer ce qu'ils ont appris là-bas sur notre territoire. La situation est donc bien plus grave en 2015 qu'elle ne l'était en 2010.

Et pourtant, des signes sensibles existent pour dire que tout peut bouger, tout peut changer.

Qui eût dit, il y a 5 ans, en voyant Robert Ménard si inquiet du « racisme » de l'apéro saucisson-pinard qu'il serait le Maire que l'on connaît, accusé de faire des statistiques ethniques ? Qui eût dit, il y a 5 ans, que Paul-Marie Coûteaux

qui nous recevait à Radio Courtoisie et s'effarouchait de notre discours serait complètement sur nos lignes quelques années après, ayant compris ce qu'était l'islam ? Qui eût dit, il y a 5 ans, alors que peu de gens avaient entendu parler d'islam, que 74% des Français y verraient un danger ? Et qui eût dit que le seul parti parfois critique sur l'islamisation du pays (de manière bien trop molle et trop souvent ambiguë), offrirait peut-être une alternative politique en 2017 ?

Pendant ces 5 ans, deux camps que tout oppose ont avancé discrètement leurs pions : les musulmans, considérablement aidés par les cliques Hollande-Sarkozy et toutes les associations droidelhomistes et, face à eux, les Résistants, nombreux, qui s'organisent, à leur façon, y compris en militant dans nombre d'associations qui soutiennent régulièrement nos initiatives.

Les Français, en même temps qu'ils ont découvert, horrifiés, la montée de l'islam et son incompatibilité avec nos valeurs, ont trouvé, grâce à Internet, des gens, des groupes, des associations, des partis, des blogs, des sites, dont la priorité était de dire non à l'islam. Ils se sont sentis moins seuls et des réseaux de Résistants naissent, ici et là. C'est dans doute pour cela que le gouvernement cherche par tous les moyens à contrôler Internet...

De plus en plus de nos compatriotes, à présent, sont conscients que le risque de guerre grandit quotidiennement. Et ce ne sont pas les exemples des 57 pays musulmans, de l'*Etat Islamique*, du blogueur Badaoui condamné à 1000 coups de fouet en Arabie saoudite pour avoir « injurié l'islam » qui va et rassurer les Français et nous inciter à nous taire.

En 2010 nous en étions aux accommodements raisonnables, nous croyions encore en une réforme de l'islam, comparable à ce qui s'était fait en 1807 avec Napoléon, nous croyions encore qu'appliquer nos lois, simplement, suffirait, pourrait suffire à imposer le silence et la discrétion à l'islam. C'était

d'ailleurs le sens de nos discours :

[Apéro saucisson le 18 juin 2010 aux Champs-Élysées par enquête-debat](#)

A présent nous savons qu'il est trop tard. Il y a trop de musulmans décidés à faire de la France une nouvelle terre musulmane, comme le leur commandent le coran et Mahomet. Trop d'immigration musulmane, augmentant tous les jours, et trop d'accommodements et d'abandons de la part de nos gouvernants.

Même Michel Onfray, homme de gauche, reconnaissait, sur un plateau de télévision, que dans cinquante ans, avec la politique migratoire actuelle et la démographie, la France et l'Europe seraient sous contrôle musulman.

Certes, 74 % des Français affirmaient, dans un sondage du Monde, l'islam incompatible avec les valeurs de la France. Pourtant, beaucoup de ces sondés votent encore pour des partis qui accélèrent l'islamisation de notre pays.

Le 10 novembre 2012, trois mille manifestants, derrière la banderole de *Résistance républicaine*, appelaient à se mobiliser contre le fascisme islamiste.

Quand les Français, capables de descendre par millions dans la rue contre le mariage pour tous ou pour « Je suis Charlie », seront capables de se mobiliser massivement contre l'islam et ceux qui veulent nous l'imposer, et agir en conséquence, quotidiennement, alors nous aurons gagné, et la peur changera de camp. Nous aurons, ce jour-là, peut-être la faiblesse de penser que l'Apéro saucisson pinard du 18 juin 2010 aura été le point de départ d'une prise de conscience indispensable à la survie de notre France.

Il ne peut y avoir de cohabitation durable, sur un même territoire, entre deux cultures que tout oppose. Ce sera donc

l'islam ou la France. Il n'y a plus qu'une seule solution pour éviter la catastrophe prédite par Onfray, interdire l'islam en France et donner aux musulmans le choix, prier leur Dieu chez eux, en toute discrétion ou bien aller pratiquer leur religion dans l'un des 57 pays de l'OCI.

Cela ne se fera pas tout seul, mais plus cette décision, vitale pour l'avenir de la France et sa civilisation, sera prise vite et appliquée sans faiblesse par un gouvernement déterminé, moins il y aura de dégâts.

Il n'y a plus d'autre solution.

Pierre Cassen et Christine Tassin